

Médias et opinion publique dans les crises politiques en France depuis l'affaire Dreyfus

Avec la loi de 1881 qui instaure la liberté de la presse, les républicains permettent à cette dernière de jouer un rôle majeur dans les crises politiques qui ont agité la III^e République à la fin du XIX^e siècle, la plus renommée étant l'affaire Dreyfus rendue célèbre par le «J'accuse» de Zola en janvier 1898. Les médias, qui sont les outils permettant la diffusion massive et publique d'information, ont en effet joué un rôle majeur dans la formation et l'expression d'une opinion publique, c'est-à-dire l'ensemble des jugements, valeurs, et convictions partagés par la majorité d'une population. Le contrôle de la presse écrite, puis du cinéma, de la radio, de la télévision et d'Internet depuis la fin des années 1990 est un enjeu primordial pour le pouvoir dans les moments de rupture où le régime politique est remis en cause, constituant ainsi une véritable menace pour l'organisation des pouvoirs. Comment les crises politiques que la France a connu depuis l'affaire Dreyfus ont-elles été reflétées par les médias ? Comment les médias ont-ils pu déclencher ces crises politiques ? Dans une première partie, on analysera le rôle de la presse dans les crises politiques qui marquent la III^e République. Cependant, nous montrerons dans un second temps que l'apparition et l'affirmation de nouveaux médias entre 1940 et 1960 s'accompagne d'une tentative de contrôle par l'État. Cette situation est néanmoins de plus en plus difficile en raison de l'arrivée de nouveaux médias de masse à la fin des années 1960 qui échappent à l'autorité politique et qui permettent de mieux relayer l'opinion publique.

Sous la III^e République, la presse joue un rôle essentiel dans la formation d'une opinion publique, notamment par la fabrication de journaux qui se développent avec des tirages très importants dès la loi de 1881 mettant fin à la censure de la presse.

La crise provoquée par l'affaire Dreyfus met en évidence le rôle nouveau de la presse dans la société et la vie politique sous la III^e République, puisque les journaux sont les vecteurs privilégiés du scandale et de la mobilisation de l'opinion. En effet, cette affaire née dans la presse éclate en novembre 1894 lorsque *La Libre Parole*, journal antisémite d'extrême droite, brise le secret militaire et révèle que Dreyfus est accusé de trahison. C'est alors qu'entre 1898 et 1899, le tirage de grands quotidiens de l'époque augmente de façon considérable puisque la presse devient le principal média qui puisse informer la population lors de l'affaire Dreyfus. En effet, le nombre d'exemplaires vendus pour le journal *Le Petit Parisien* augmente d'environ 10% ; mais c'est également le cas pour le journal *Le matin* qui augmente d'environ 11%. De plus, *La Libre Parole* lance également un feuilleton judiciaire repris par d'autres journaux, qui permet aussi de faire avancer la cause de Dreyfus. Le journal *L'Aurore*, par exemple, en publiant le célèbre «J'accuse» de Zola fait véritablement éclater le scandale. D'ailleurs, le numéro est tiré à plus de 300 000 exemplaires, soit dix fois plus que le tirage habituel. La presse devient alors un nouvel espace d'expression publique avec une bipolarisation de l'opinion dans laquelle s'affrontent les antidreyfusards et les dreyfusards. Les journaux antidreyfusards invoquent la raison d'État et la défense de l'armée française ; ils font l'apologie de l'antisémitisme et du nationalisme. À l'inverse, les dreyfusards se mobilisent au nom de la justice et de la vérité. Les Français, notamment les citadins, prennent partie dans l'Affaire et les divergences apparaissent au sein même des familles. C'est le cas dans la caricature d'Edouard Pépin «Tableau de l'amour conjugal» paru en janvier 1898 dans *Le Grelot* dans laquelle un couple s'affronte violemment au sujet de l'Affaire.

Dans les années 1930 et dans un contexte de crise économique, la presse d'opinion exploite les scandales politico-financiers, jouant un rôle majeur dans la défiance de l'opinion publique envers la classe politique, en particulier dans l'affaire Stavisky. En effet, le 9 janvier 1934, les Français apprennent la mort par balle du financier Alexandre Stavisky. Il s'agit apparemment d'un suicide mais l'opinion publique soupçonne aussitôt des hommes politiques d'avoir fait assassiner l'escroc pour l'empêcher de dénoncer ses

complices. *L'Humanité*, journal du Parti communiste, titre : « Le gouvernement se débarrasse de Stavisky en le faisant abattre à Chamonix ». Cette Une remet ainsi en cause la version officielle du suicide d'Alexandre Stavisky et accuse ouvertement le gouvernement de meurtre et de corruption. Selon le journal, le gouvernement aurait donc fait tuer Alexandre Stavisky pour l'empêcher de parler et de révéler au grand jour la corruption d'une partie de la classe politique.

Finalement, la presse joue un rôle primordial lors de la crise du 6 février 1934 et possède un certain pouvoir d'influence sur ses lecteurs. En effet, le 11 janvier 1934, *L'Action française*, journal royaliste d'extrême droite, devient un acteur majeur de la crise du 6 février 1934 lorsqu'il appelle ses lecteurs à manifester contre le gouvernement devant la Chambre des députés qu'il traite alors de « voleurs » ou de « crapules ». Cette manifestation qui provoque 16 morts et plus de 2000 blessés fait également intervenir la presse le lendemain. Celle-ci dramatise les événements et contraint le gouvernement Daladier à démissionner. Les journaux de gauche y voient une tentative de coup d'État fasciste qui menace la République. Ainsi, les journalistes du *Populaire*, quotidien de la SFIO, pensent que les débordements étaient prémédités par une minorité et qu'ils sont l'œuvre de bandes fascistes antiparlementaires qui voulaient renverser le régime, à l'image d'Hitler en Allemagne. La presse de droite insiste, quant à elle, sur la violence de la répression. Pour les journalistes du *Figaro*, du *Temps* et de *L'Écho*, les manifestations étaient légitimes et ils attribuent donc les débordements et les violences aux communistes et au gouvernement. Dans les deux cas, les propos sont très violents, la presse traduisant ainsi la radicalisation de l'opinion.

La presse joue donc un rôle primordial dans les crises politiques et devient un média de masse que ce soit dans le cas de l'Affaire Dreyfus où elle permet à la population de s'informer, mais également lors de la crise du 6 février 1934 lorsqu'elle invite ses lecteurs à manifester. La chute de la IIIe République le 10 juillet 1940 rétablit la censure de la presse. La période allant de 1940 aux années 1960 est donc marquée par un fort contrôle étatique sur les médias n'empêchant pas pour autant des formes de résistance.

L'apparition et l'affirmation de nouveaux médias s'accompagne d'une tentative de contrôle étatique. En effet, dès le début de la Seconde Guerre mondiale et jusqu'à la fin de la guerre d'Algérie, l'État Français livre une âpre bataille pour contrôler l'opinion publique à travers les médias.

Au début des années 1940, la presse est relayée par un nouveau média qui se développe depuis les années 1920 : la radio. Elle est directement encadrée par le gouvernement car elle se diffuse massivement à partir des années 1930 dans les foyers français et dans les cafés. En effet, le gouvernement a le pouvoir de contrôler ce nouveau média et s'assure ainsi d'avoir la confiance de l'ensemble des Français. Il prend notamment le contrôle de la radio le soir du 6 février 1934. Celui-ci attend l'entracte et la fin de la retransmission d'un opéra pour diffuser un communiqué du Président du Conseil qui dénonce et dramatise le rôle des ligues fascistes qui ont tenté de renverser le régime. Ce nouveau média devient donc un instrument politique et non un espace de liberté. Il est fréquemment utilisé lors des discours et met en place une véritable guerre des ondes entre le régime de Vichy et les résistants de la France Libre durant la Seconde Guerre mondiale. Effectivement la radio est utilisée le 17 juin 1940 lorsque Pétain (dirigeant du régime de Vichy) annonce l'armistice. La France libre utilise elle aussi la radio depuis Londres pour mobiliser l'opinion publique puisque le 18 juin 1940, le général de Gaulle lance un appel à la résistance sur la BBC (British Broadcasting Corporation). Celle-ci permet tout d'abord d'organiser la résistance intérieure car les messages personnels donnant des indications précieuses permettent d'organiser des opérations et de coordonner les actions de résistance. De plus, elle permet aussi de soutenir le moral des Français et de leur dire tout ce que la propagande et la censure de Vichy leur cachent. Puisque la BBC refuse le principe de désinformation, elle n'a jamais caché les mauvaises nouvelles, à l'inverse des radios sous le contrôle de Vichy et des Allemands. Même si l'écoute de la BBC ne concerne pas la majorité des Français, elle les familiarise avec des valeurs, des arguments et des modèles qui ne sont pas ceux de Vichy.

Cependant, la presse est aussi le lieu de cet affrontement malgré le rétablissement de la censure à partir de 1939. Avec la défaite, les médias passent sous le contrôle des Allemands en zone occupée et de Vichy en zone libre. La presse officielle est discréditée et ses tirages s'effondrent. À l'inverse, la presse

résistante, d'abord artisanale et irrégulière, s'organise rapidement grâce aux financements de Londres. Plus de 1200 journaux clandestins apparaissent, dont certains comme *Combat* à fort tirage (près de 250 000 exemplaires en 1944). À l'image des mouvements de résistance intérieure, la presse clandestine se structure avec la création en 1942 d'un Bureau d'information et de propagande, puis en 1943 d'une Fédération nationale de la presse clandestine. L'étude du débarquement des Alliés vu par la presse est à ce propos instructive. Le journal clandestin *L'Humanité* insiste sur les succès des Alliés et rappelle que la victoire est à portée de main si la population se mobilise. Elle invite ainsi les Français à soutenir le débarquement en se procurant des armes par tous les moyens. À l'inverse, les journalistes du *Matin* insistent sur les succès des Allemands et la solidité de leur défense. Ils exhortent les Français au calme et à ne pas soutenir les Alliés car ils s'exposeraient à une sévère répression allemande. Les médias sont donc des vecteurs essentiels du pouvoir, tant celui de l'occupant que celui de la résistance.

Les médias jouent à nouveau un rôle important lors de la guerre d'Algérie. Alors que la presse et les radios périphériques s'engagent contre la guerre d'Algérie et dénoncent la violence de celle-ci et le recours à la torture, l'État rétablit la censure sur le territoire algérien et multiplie, en France, les saisies administratives contre les journaux, notamment *L'Humanité*, *L'Express*, *France Observateur* mais aussi *Témoignage chrétien*. L'audiovisuel reste donc sous l'étroite surveillance du pouvoir ; ainsi la RTF et les Actualités françaises diffusées au cinéma véhiculent la version officielle des «événements». À partir du 13 mai 1958, elles interprètent la crise en faveur de de Gaulle et lui permettent de rallier l'opinion publique en passant sous silence tout ce qui a permis aux opposants de parler d'un coup d'État. Le contrôle des médias est enfin l'une des clés de l'échec du putsch d'avril 1961, lors duquel quatre généraux (Challe, Salan, Jouhaud et Zeller) s'emparent des médias algériens (presse avec *L'Écho d'Alger* et radio avec *Radio-Alger*). Ils souhaitent maintenir l'Algérie française et refusent les négociations amorcées par de Gaulle avec le FLN (Front de Libération National). Ils décident alors de ne plus suivre les ordres venus de métropole et tentent de rallier l'ensemble des Français d'Algérie (surtout les soldats du contingent) à leur cause en utilisant les médias pour diffuser leur message. En réaction en métropole, les journaux paraissent exceptionnellement le dimanche pour informer la population de la tentative de coup d'État. Le discours de de Gaulle, appelant les soldats mobilisés en Algérie à ne pas suivre les généraux, est diffusé en boucle à la radio et à la télévision et a ainsi permis «la victoire du transistor». De Gaulle affirme ainsi sa mainmise sur les médias audiovisuels par le biais de l'Office de radiotélévision française qui est l'établissement chargé du service public de l'audiovisuel de 1964 à 1974. La presse est contrôlée grâce à la censure et aux saisies administratives. Mais surtout, de Gaulle fait de la télévision un instrument de son pouvoir : il multiplie les conférences de presse télévisées et apparaît 20 fois à la télévision de 1958 à 1962.

La défaite française de 1940 met en place une véritable « guerre des ondes » entre les Alliés, le régime de Vichy et l'occupant allemand jusqu'en 1944. De même, la radio demeure un véritable outil d'information et de propagande lors de la guerre d'Algérie. La soumission des médias traditionnels au pouvoir entraîne leur remise en cause par l'opinion publique et l'émergence de nouveaux médias depuis les années 1960. Le contrôle de ces différents médias devient alors de plus en plus difficile.

Dès le début de la crise politique de mai 1968 et jusqu'à la fin des années 1990, les différents médias de masse (notamment la presse et la radio) essayent d'échapper au contrôle politique en relayant l'opinion publique.

En effet, une remise en cause des médias est visible lors de la crise de Mai 1968. Pendant toute cette crise, les médias sont un véritable enjeu de pouvoir. Les médias traditionnels sont d'abord contestés par les étudiants qui fondent leurs propres journaux (*L'Enragé*) et utilisent les affiches et les graffitis comme moyens alternatifs d'expression. À partir des années 1950, la télévision se diffuse rapidement et est strictement contrôlée par l'État par le biais de l'ORTF (Office de la radio-télévision Française). Depuis 1964, elle permet à l'État d'exercer le monopole sur la radio nationale et la télévision, et devient la cible privilégiée des manifestants. Les informations diffusées par les deux chaînes de télévision et les radios publiques sont en effet dictées par l'Élysée et le ministre de l'Information, Alain Peyrefitte: l'ORTF minimise donc logiquement les événements de Mai 68.

Puisque les médias officiels français sont contrôlés, l'opinion publique se tourne alors vers les deux grandes stations périphériques, RTL (Radio Luxembourg) et Europe n°1, non soumises à la censure puisque leur antenne émettrice est installée à l'étranger. Alors que, du 17 mai au 23 juin, les salariés de l'ORTF sont en grève pour la liberté de l'information, les reporters des radios périphériques interviennent en direct depuis les barricades. Les leaders du mouvement, comme Daniel Cohn-Bendit, sont interviewés par des journalistes radio et donnent des conférences de presse. Au terme de ce mouvement social, les médias sont repris en main par le pouvoir gaulliste : 58 journalistes (36 à la télévision et 22 à la radio) sont licenciés, 30 sont mutés d'office et 7 mis en retraite anticipée.

Depuis la fin des années 1990, les médias traditionnels sont à nouveau accusés de collusion et de complaisance avec la classe politique. Avec les radios libres et la multiplication des chaînes de télévision, chacun peut accéder à une information diversifiée, grandissant ainsi la liberté d'expression et favorisant la démocratie d'opinion. Dès lors, les médias traditionnels relèveraient plus de la communication que de l'information. La multiplication des sondages dans les médias, transformant les règles du jeu politique, serait pour certains un garde-fou pour les gouvernants et pour d'autres une forme de « tyrannie de l'opinion ». Parallèlement, l'essor d'Internet permet la mobilisation de l'opinion et la participation plus active des citoyens aux débats politiques et sociaux. Les blogs, les réseaux sociaux et les commentaires se multiplient et laissent la parole à tous ceux qui le souhaitent, mais la question de la fiabilité et de la qualité de l'information se pose et les « théories complotistes » rencontrent par exemple une large audience.

Bien que les médias essayent d'échapper au contrôle politique, l'État conserve son monopole jusqu'en 1981. Les médias dits « traditionnels » tels que la presse ou la radio sont finalement remplacés par de nouveaux médias dans les années 1990, notamment internet.

Depuis la fin du XIXe siècle, les médias qui se sont diversifiés ont joué un rôle majeur dans la formation d'une opinion publique et dans la remise en cause des régimes successifs. Lors des grandes crises politiques, ils ont été un des vecteurs de la contestation du régime en place, tout en étant bien souvent un moyen pour le pouvoir de reprendre la situation en main. Ils alertent l'opinion, suivent les affaires, permettent le bon fonctionnement de la démocratie, et peuvent ou non façonner l'opinion. Dans chacune des crises politiques, les médias ont été le témoin de l'intensité de la vie politique et de l'engagement des citoyens. Les rapports entre médias et opinion se sont profondément transformés par l'usage massif d'Internet qui a changé la donne sans que nous ayons encore le recul nécessaire pour en dresser l'impact. L'apparition des blogs, des commentaires et des réseaux sociaux permet une expression plus facile et plus libre mais entraîne, comme le souligne l'historien M. Winock « une impression de confusion extrême ». Les médias sont donc de plus en plus nombreux, ils se diversifient et deviennent de plus en plus nécessaires pour l'ensemble des citoyens. Le rôle des médias reste donc décisif pour le déclenchement des crises politiques, telles que l'affaire Cahuzac révélée par le site Mediapart en 2012.

Léa P. (TES 2017-2018)

A partir d'un modèle proposé par © Nathan 2017

Histoire Tle collection Guillaume Le Quintrec, Livre du professeur